



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 32, NUMÉRO 2, JUIN 2010

La terre où nous vivons

Quand Inter Pares a commencé à travailler aux Philippines il y a vingt-trois ans, la plus grande partie de l'île de Negros était occupée par des plantations de canne à sucre détenues par une poignée de familles extrêmement riches. Maintenus dans la pauvreté, les travailleurs des plantations et leur famille vivaient, travaillaient et mouraient sous un régime féodal inchangé depuis les *hacenderos* espagnols du XIX^e siècle.

Au milieu des années 1980, le prix du sucre s'est effondré. La production a cessé, femmes et hommes ont perdu leur travail et ce fut la famine. Dans un effort désespéré pour nourrir leur famille, les travailleuses et les travailleurs se mobilisèrent pour exiger l'accès aux plantations afin d'y implanter des cultures vivrières.

En 1988, à la suite de la mobilisation des paysannes, paysans et travailleurs agricoles de tout l'archipel des Philippines, le gouvernement national adopta des réformes afin de céder légalement à de petits agriculteurs une partie des terres de gros propriétaires fonciers. La réforme permit à des milliers de personnes, d'associations d'agricultrices et d'agriculteurs à petite échelle et de coopératives agricoles d'acquérir des terres pour nourrir leurs familles, mais les grands propriétaires utilisent toujours la violence et les tribunaux pour préserver leur richesse et leurs privilèges.

Partout où travaille Inter Pares, un élément central est l'incertitude des gens quant à leur avenir sur la terre où ils vivent.

Partout où travaille Inter Pares, un élément central est l'incertitude des gens quant à leur avenir sur la terre où ils vivent.

Nous sommes témoins des pratiques minières irresponsables qui contaminent la terre et l'eau dont dépendent les communautés rurales au Pérou, au Mexique, en Colombie et dans le Nord canadien, ainsi que dans plusieurs régions d'Afrique. L'huile de palme, le jatropha et la canne à sucre cultivés comme biocarburant remplacent la production vivrière sur d'immenses étendues dans plusieurs pays – Birmanie, Malaisie, Colombie, Mexique et Philippines. En Inde et au Bangladesh, les fermiers sont chassés des zones côtières par l'aquaculture industrielle. Les petits producteurs d'Amérique centrale se font prendre leurs terres par des sociétés qui exportent des fleurs aux É.-U. et au Canada.



Village rural, Negros, Philippines.

Ces populations déplacées migrent en bonne partie vers les villes et les grandes capitales. En 2005, la moitié de la population mondiale vivait en zone urbaine et un milliard de personnes, soit le sixième de la population mondiale, vivent maintenant dans des bidonvilles sur des terres qui ne leur appartiennent pas. Dans ces peuplements précaires, souvent illégaux, les résidents luttent pour l'utilisation équitable de la terre afin de se loger et obtenir des services essentiels.

Pendant ce temps-là, l'autre moitié de la population mondiale continue de vivre en zone rurale. Bien que les moyens d'existence de la plupart des communautés rurales reposent sur l'agriculture, elles ont du mal à rester sur leurs terres et à les gérer de façon responsable en raison de la prise de contrôle croissante de celles-ci par de grandes sociétés, et des conflits armés liés aux intérêts économiques.

Cela peut laisser croire que la lutte pour la terre et la justice est perdue d'avance. Mais chaque jour, il se crée de nouvelles réalités partout dans le monde. Inter Pares a le privilège d'appuyer et de travailler avec des gens qui, à l'instar des communautés paysannes philippines de la génération précédente, décident d'agir et de faire cause commune pour résister aux déplacements, accéder à la terre et à l'eau, acquérir les titres de propriété de l'endroit où ils vivent – et de presser gouvernements, grandes sociétés et élites fortunées de rendre compte de leurs actes de façon démocratique.

Ce *Bulletin* donne des exemples de la façon dont Inter Pares et nos homologues essaient de contrer le déplacement des populations des terres où elles vivent et de promouvoir des politiques visant à soutenir les moyens d'existence en milieu rural et les communautés en milieu urbain. ☘

En marge de la ville

Dans le bidonville d'Apelo Cruz à Manille, la plupart des personnes vous diront qu'elles viennent d'ailleurs, souvent d'un petit village ou d'une autre île des Philippines. Elles y ont toujours de la famille, mais il n'y avait pas assez de terres pour gagner sa vie. Alors elles sont venues à la ville pour trouver du travail.

Elles y trouveront peut-être du travail, mais sans doute pas un accès sûr à la terre.

Minuscules, les maisons d'Apelo Cruz se pressent le long d'un canal plein de déchets. Mais les familles font de leur mieux pour embellir l'endroit où elles vivent : des fleurs en pot trônent fièrement au seuil des maisons et des affiches cachent les défauts des murs de fortune. Elles ont bâti là où il y avait un terrain vacant et là où personne ne les forçait à partir. Mais les familles doivent se battre pour obtenir l'électricité et l'accès à l'eau et aux services sanitaires : la ville prétend qu'elles ne sont pas des résidents autorisés.

Comme le confie une résidente à un employé d'Inter Pares, « Le gouvernement dit qu'il ne faut pas vivre ici parce que la terre n'est pas à nous et qu'il y a des inondations. Mais nous avons bâti nos maisons ici – ce n'est pas grand-chose, mais c'est mieux que rien... » Observant les enfants qui jouent dans la ruelle, elle ajoute : « Et c'est ici que nous avons élevé notre famille. C'est ici que nous travaillons. Où sommes-nous censés aller? »

L'homologue d'Inter Pares Likhaan travaille depuis des années avec les femmes d'Apelo Cruz, ayant créé l'*Apelo Women's Health Association* pour traiter des enjeux relatifs à la santé génésique et communautaire. Les femmes confirment qu'avec des titres de propriété, elles n'auraient pas toujours peur d'être expulsées; elles pourraient investir dans la construction de maisons permanentes de meilleure qualité – plus sécuritaires – tout en améliorant la santé de la famille et les conditions sanitaires. C'est fondamental d'être logé décentement et la propriété des terres est un élément crucial de la capacité d'investir dans son logement.

Avec l'aide de Likhaan, les femmes du quartier ont organisé la majorité de la communauté et créé l'*Apelo Cruz Neighborhood Association* (ACNA) dans le but d'acheter les terres de riches



Clinique de santé de Likhaan, Apelo Cruz, Manille.

propriétaires absents. Mais quand vint le temps de s'enregistrer pour acheter la terre, l'ACNA se buta à une nouvelle réglementation qui interdit l'enregistrement officiel de plus d'une association de quartier par communauté. L'ACNA découvrit qu'une association de logement religieuse – dotée de contacts influents, mais ne représentant que 10 % des résidents – était déjà enregistrée. Et cette association tentait maintenant d'imposer un couvre-feu et de limiter l'éducation sexuelle et la planification des naissances dans la communauté, conformément à ses convictions.

Tout récemment, les deux associations de quartier ont fusionné en adoptant, suivant les conseils de Likhaan, une structure démocratique assurant aux membres de l'ACNA une majorité des votes. Les familles peuvent maintenant acheter leur terre de manière à assurer la sécurité de leur avenir et de l'endroit où elles vivent. ❧

Terre et souveraineté autochtone au Chiapas

De la lutte pour l'indépendance, en passant par la révolution mexicaine et le soulèvement autochtone au Chiapas en 1994, la revendication des terres a toujours été un élément central des exigences des mouvements sociaux mexicains. Pour les communautés autochtones du Chiapas, la terre est bien plus qu'un gagne-pain. Elle est au cœur même de leur identité et de leur conception de l'autonomie autochtone. Pourtant, ces communautés subissent encore déplacements et expropriation, et leurs luttes pour défendre leurs terres et les récupérer se butent à une violence et une intimidation croissantes.

Le gouvernement mexicain soutient énergiquement l'investissement étranger dans des projets hydroélectriques et miniers – presque tous canadiens – qui ont déplacé des communautés autochtones et contaminé les écosystèmes locaux dans le Chiapas riches de ressources. Des projets

gouvernementaux ont éliminé la production vivrière dans d'immenses étendues agricoles au profit des cultures de *biocarburants*. Des programmes publics tels que *Villes rurales* – qui déménage des communautés rurales tout entières pour créer de petites villes afin de concentrer les services comme l'éducation et la santé – ont déraciné les familles sans offrir les services promis. La guerre de contre-insurrection du gouvernement a profondément militarisé le Chiapas et favorisé l'émergence de groupes paramilitaires qui chassent les communautés de leurs terres par la violence. Toutes ces politiques ont dévasté les zones rurales et provoqué une migration accrue, aggravant ainsi l'insécurité et la pauvreté.

Mais les communautés autochtones résistent à ces mécanismes d'expropriation, avec le soutien des homologues d'Inter Pares.

Cultiver la terre

Pour des millions de personnes en milieu rural, l'accès à la terre est une question de survie. Inter Pares appuie la lutte contre les déplacements forcés et aide les agriculteurs à utiliser la terre de façon plus productive et plus durable. Inter Pares appuie également les projets locaux favorisant les politiques et règlements qui facilitent – plutôt que d'entraver – l'importante contribution des petits agriculteurs à la sécurité alimentaire.

- Dans la campagne du Bangladesh, Nijera Kori aide plus de 800 000 journalières et journaliers agricoles à s'organiser en vue de négocier de meilleures conditions de travail et presser les autorités locales de fournir à la communauté des services essentiels tels que l'eau et les installations sanitaires. L'organisation aide aussi les paysannes et paysans sans terre à accéder aux terres et aux sources d'eau communales, souvent privatisées de façon illégale par les riches propriétaires terriens. Nijera Kori aide les populations des régions côtières à s'organiser contre la prise de contrôle – souvent violente – des terres côtières communales pour la production de crevettes d'exportation.
- L'accapement des terres est la vente ou la location à long terme de grandes surfaces agricoles au profit d'intérêts étrangers en vue de l'exportation. En Afrique de l'Ouest, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) représente des millions d'agricultrices et d'agriculteurs à petite échelle. COPAGEN informe les communautés rurales et urbaines, et les politiciens des conséquences de l'accapement des terres qui prive la population locale des terres dont elle a besoin pour assurer ses moyens d'existence et sa sécurité alimentaire, en plus de lui faire assumer le coût environnemental de l'agriculture industrielle intensive. Les membres de COPAGEN réclament plus de transparence de leurs gouvernements quant aux transactions sur les terres publiques et exigent que les réformes et les lois sur la propriété des terres tiennent compte des intérêts des fermes familiales.
- Dans la région semi-aride du plateau du Deccan en Inde, la réforme agraire a fourni quelques terres aux personnes pauvres du district. Vu la pauvreté du sol, les rendements de culture étaient cependant très bas. La *Deccan Development*



Femmes membres de la *Deccan Development Society* devant la banque communautaire de céréales.

- Society* a aidé 5000 femmes dans quinze villages à amender le sol par des techniques biologiques, restaurant ainsi plus de 10 000 acres de terres agricoles. Dorénavant, les femmes cultivent, entreposent et distribuent assez de nourriture pour assurer leur autosuffisance, même pendant les sécheresses, et elles n'ont plus besoin de l'aide alimentaire du gouvernement.
- La perte des terres de rizières est un problème majeur dans plusieurs pays d'Asie. L'accapement des terres, la spéculation foncière et le passage de la culture vivrière à la production de biocarburant menacent le gagne-pain de millions de petits producteurs de riz. *Pesticide Action Network – Asia Pacific* (PAN-AP) travaille avec des organisations agricoles dans dix-huit pays afin de protéger les rizicultrices, les riziculteurs et promouvoir la conservation des variétés traditionnelles de riz. Par des activités éducatives et culturelles, et par le plaidoyer, PAN-AP et ses membres font la promotion de moyens concrets de créer des écosystèmes agricoles productifs et durables, exempts de pesticides nocifs. Dans ses actions de plaidoyer, PAN-AP encourage les gouvernements à élaborer des politiques agricoles qui reconnaissent que les productrices et producteurs à petite échelle sont le fondement de la sécurité alimentaire du pays. ☞

Le Centre pour les droits des femmes du Chiapas (CDMCH) offre de l'aide juridique aux femmes afin qu'elles puissent exercer leur droit à la terre dans le système foncier communal de l'*ejido* – un droit encore plus essentiel avec les migrations massives, surtout des hommes, qui quittent le Chiapas pour trouver du travail. Le CDMCH dirige une école de formation qui dote les femmes des moyens de défendre les droits de la personne dans leur communauté, de conscientiser les gens au droit des femmes d'accéder à la terre et aux moyens d'existence, et de participer à la prise de décision locale.

Le Comité des droits de la personne Fray Pedro de la Nada prodigue conseils et soutien dans les conflits de droits sur les terres en zone rurale. Son équipe de défense des droits de la personne documente les violations des droits des communautés

autochtones déplacées à la suite de violences de l'État ou des groupes paramilitaires.

Le Centre des droits de la personne Fray Bartolomé (FrayBa) accompagne les communautés autochtones qui défendent leurs droits à la terre et renforce les capacités des organisations communautaires. FrayBa offre aussi du soutien médiatique, juridique et politique aux groupes communautaires aux prises avec les organisations paramilitaires dans les régions où il y a de puissants intérêts dans les mines et le trafic de stupéfiants.

Le travail soutenu par Inter Pares au Chiapas révèle que les agressions subies par les communautés autochtones ne font qu'affermir leur volonté de défendre leurs terres et leur autonomie. Avec l'aide d'organisations comme le CDMCH, Fray Pedro et FrayBa, ces communautés et leurs organisations deviennent un puissant moteur de changement social. ☞

Stopper l'accaparement des terres dans le monde!

L'article suivant a été écrit par GRAIN, une organisation internationale sans but lucratif qui appuie le travail des agricultrices et agriculteurs à petite échelle et des mouvements sociaux en vue de promouvoir l'agriculture contrôlée par la communauté et fondée sur la biodiversité. Le personnel de GRAIN collabore avec Inter Pares depuis plusieurs années, notamment au Canada et en Afrique de l'Ouest.



Dolores Hortense Kinkodila-Tombo, agricultrice membre de la Via Campesina, Congo-Brazzaville.

La course effrénée des investisseurs publics ou privés pour le contrôle des terres agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine ne date pas d'hier, mais elle s'intensifie depuis quelques années. Au début 2008, des représentants des États du golfe Persique ont parcouru la planète en quête de vastes zones agricoles où cultiver le riz afin de nourrir leur population croissante sans dépendre du commerce international. La Corée, la Libye, l'Égypte et d'autres pays ont fait de même. Les négociations d'investisseurs comprenaient de hauts-fonctionnaires chargés d'assurer la coopération politique, économique et financière avec d'autres pays au moyen de transactions sur les terres agricoles. Au milieu de 2008, alors que s'aggravaient la crise financière et l'insécurité alimentaire, des investisseurs tels que les fonds spéculatifs, groupes de capital privé et banques d'investissement – en partie du Canada – se sont mis à investir dans les terres agricoles du Sud. Ils savent que l'agriculture est un domaine lucratif : il y a beaucoup de monde à nourrir, le prix des aliments restera sans doute élevé et les terres agricoles ne coûtent pas cher.

Ce transfert massif de terres agricoles vers des acteurs étrangers publics et privés est qualifié d'*accaparement des terres*. Jusqu'ici, plus de 40 millions d'hectares ont changé de mains ou font l'objet de négociations – dont vingt millions en Afrique seulement. Pour ce faire, GRAIN calcule que les investisseurs publics et privés ont offert plus de 100 milliards \$. Facilitées par le secteur public, ces transactions sont tout de même surtout conclues et réalisées par des sociétés privées, en collusion avec des représentants du pays d'accueil. GRAIN a compilé des données sur l'identité de ceux qui accaparent les terres et sur l'envergure des marchés conclus; cette information est en grande partie maintenue cachée du public pour éviter les réactions politiques négatives.

L'accaparement des terres ne favorise en rien l'intérêt des communautés locales, dont plusieurs souffrent déjà d'une grave insécurité alimentaire. Et cette ruée vers les terres agricoles vise à faire disparaître l'agriculture à petite échelle plutôt qu'à l'améliorer. Les mouvements sociaux ont vite taxé cette nouvelle tendance mondiale de source infaillible de profonds conflits en vue de s'assurer la mainmise non seulement sur la terre, mais aussi sur l'eau. En Éthiopie, le gouvernement a déclaré son intention officielle de louer 3 millions d'hectares de

terres agricoles à des investisseurs étrangers, 1 million d'hectares étant déjà officiellement alloués à des investisseurs arabes, asiatiques et européens depuis 2008. Selon des militants éthiopiens, l'impact de ces politiques sur les moyens d'existence des communautés équivaut au génocide de la population autochtone du pays.

Devant ces critiques, gouvernements, organisations internationales – telles que la Banque mondiale – et entreprises privées tentent d'élaborer de prétendus « codes de conduite » ou « lignes directrices volontaires » pour rendre ces transactions *gagnant-gagnant*. Les mouvements sociaux voient les choses d'un autre œil. Pour GRAIN, ce discours *gagnant-gagnant* n'est tout simplement pas réaliste. On promet la transparence et la bonne gouvernance, mais il est improbable que les investisseurs étrangers respectent le droit à la terre des communautés quand les gouvernements locaux ne le respectent pas. Et les tenants du scénario *gagnant-gagnant* ne s'entendent pas sur ce qu'il convient de faire en cas probable de crise alimentaire dans les pays d'accueil. Doit-on autoriser les pays à limiter les exportations, y compris celles des terres agricoles d'investisseurs étrangers? Ou est-ce plutôt le prétendu libre-échange et les droits des investisseurs qui vont prévaloir? – une possibilité très réelle si on considère les régimes mondiaux en matière de commerce et d'investissement. Dans les communautés concernées d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine avec lesquelles nous avons communiqué, personne ne considère sérieusement ce concept de *gagnant-gagnant*.

Aujourd'hui, alors que plus d'un milliard de personnes souffrent chaque jour de la faim, nous avons désespérément besoin de bâtir et de protéger des systèmes alimentaires qui nourrissent les gens. La seule voie d'avenir consiste à renforcer l'agriculture familiale et les marchés locaux. Mais l'accaparement des terres nous entraîne rapidement dans la direction inverse. Il faut plutôt investir dans la souveraineté alimentaire, dans le million de marchés locaux et les trois milliards d'agricultrices, d'agriculteurs, de travailleuses et de travailleurs agricoles qui produisent actuellement la plus grande partie des aliments qui nourrissent nos sociétés. C'est dans cette formule, beaucoup plus que dans les mégafermes contrôlées par une minorité, que réside l'espoir d'un avenir viable. ✂

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Télé. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

